

2.500 places d'accueil en plus pour les migrants

Comme Theo Francken l'avait annoncé, le gouvernement a donné son accord pour créer 2.500 places supplémentaires pour accueillir les migrants.

ANAÏS SORÉE

Le gouvernement a décidé de créer 2.500 places supplémentaires pour faire face à l'arrivée massive de migrants en Belgique. Un budget de 15 millions d'euros a été dégagé. Une liste des sites qui pourraient accueillir ces nouvelles places a été constituée. Ont été ainsi retenus les casernes Saint-Jean de Tournai, les quartiers (militaires) de Houthalen-Helchteren, Westakkers de Saint-Nicolas/Beveren-Waas, Asiat de Vilvorde et les casernes Saint-Laurent à Liège. Sont également repris sur cette liste les sites déjà actifs et susceptibles d'être étendus de Fedasil de Florennes, le centre d'accueil du Samu Social de Bruxelles et des places auprès des Croix-Rouge francophone et flamande. De plus, les centres de Holsbeek et de Woluwe-Saint-Pierre vont rouvrir.

En juillet dernier, on a frôlé le record avec 3.000 demandes. Ce n'était plus arrivé depuis 2001. «On s'attendait à une hausse du nombre de demandes étant donné que les autres pays étaient saturés. Mais cette demande est arrivée plus vite que prévu. On misait sur septembre. C'est arrivé en juillet», commente Malou Gay, la co-directrice du Ciré (Coordination et initia-

tives pour réfugiés et étrangers).

2.500 nouvelles places, sera-ce suffisant? «Ce chiffre m'étonne car on nous avait parlé de 3.000 mais bon, de toute façon, ce ne sera pas suffisant. Cela pourra servir de tampon pour 2 ou 3 mois mais si les chiffres continuent à augmenter ou même s'ils restent stables, il y aura un problème. Toute la difficulté, c'est qu'il est impossible de prévoir comment la situation va évoluer.»

Malou Gay ne jette pas la pierre au gouvernement. «C'est déjà exceptionnel d'avoir eu ce budget supplémentaire alors que le gouvernement est en vacances. Il faut savoir que le système d'accueil belge est l'un des meilleurs avec la Suède et l'Allemagne. On n'a pas grand-chose à reprocher au gouvernement. Le gouvernement précédent avait déjà décidé de créer 2.000 places tampons. Cette réserve de places est une bonne chose. Et elle a été activée correctement et à temps par celui-ci.»

Le gouvernement a affirmé qu'il réévaluerait la situation en septembre pour voir s'il devait prolonger ces places supplémentaires. «Mais je ne vois pas comment il pourrait ne pas le faire», affirme-t-elle.

Et après?

Les demandeurs d'asile proviennent essentiellement de pays en guerre: Syrie, Irak, Afghanistan, Somalie. «Lors de la précédente crise de l'accueil, en 2001, ce n'était pas le même public. 30% des demandes étaient acceptées à l'époque. Aujourd'hui, c'est 60%. Toutes ces per-

«Ce ne sera pas suffisant si les demandes continuent à augmenter mais c'est déjà exceptionnel d'avoir obtenu ce budget supplémentaire en cette période de vacances.»

MALOU GAY
CODIRECTRICE DU CIRÉ

sonnes vont rester à long terme. Comment vont-elles s'intégrer dans la société belge quand elles quitteront les casernes? À ce niveau-là, le gouvernement n'a pas encore proposé de solution. Il n'a parlé que de logements collectifs, pas de logements individuels», regrette-t-elle.

Elle imagine que d'autres mesures vont encore sortir. Notamment pour accélérer les délais de sortie des réfugiés des centres d'accueil (actuellement de

deux mois). Mais elle s'inquiète du revers que pourrait avoir cette accélération si elle ne coïncide pas avec des mesures d'accompagnement. «Pour Monsieur Tout-le-Monde c'est déjà difficile de trouver un logement en deux mois. Imaginez si vous venez d'un autre pays et que vous avez passé les derniers mois dans un logement collectif.»

Elle se pose aussi des questions par rapport au projet du gouvernement de faire appel au privé pour

créer de nouvelles places d'accueil. «Le gouvernement n'en a pas reparlé hier mais un appel d'offres devrait être lancé d'ici la fin du mois, je pense. Je ne suis pas contre l'idée mais il faudra voir ce que contient le cahier des charges. S'il s'agit de construire des bâtiments ou d'en mettre à disposition, je n'ai pas de problème à ce qu'on fasse appel au privé. Mais s'il s'agit aussi de l'accompagnement, je rappelle que c'est un métier social. On ne peut pas faire de bénéfice dessus.»

LA COMMISSION EUROPÉENNE

DEMANDE AUX DIRIGEANTS EUROPÉENS DE PASSER À L'ACTION

«L'immigration n'est pas un sujet populaire. C'est facile de pleurer en face de sa télévision lorsqu'on est témoin de ces tragédies.

C'est plus difficile de se lever et de prendre ses responsabilités. Ce dont nous avons besoin maintenant, c'est d'avoir le courage collectif de passer à des actions concrètes, sans quoi les mots resteront de vaines paroles.»

C'est en ces termes plutôt directs que la Commission européenne a réagi hier à la nouvelle tragédie survenue en mer Méditerranée, le naufrage d'un navire à bord duquel se trouvaient près de 400 migrants. **Le bilan pourrait dépasser 200 morts.**

L'exécutif européen a exprimé «sa grande tristesse» et rappelé que les ressources financières pour soutenir les opérations de sauvetage avaient été triplées, ce qui avait permis de «sauver près de 50.000 personnes depuis le 1^{er} juin 2015». «Mais ce n'est pas assez, et ce ne sera jamais assez pour éviter de telles tragédies», lit-on dans une déclaration commune du vice-président de la Commission Frans Timmermans, de la cheffe de la diplomatie Federica Mogherini et du commissaire aux Affaires extérieures Dimitris Avramopoulos.

Autre réaction, celle de l'euro-

député Guy Verhofstadt, qui a réclamé hier la tenue d'urgence d'un sommet européen sur le problème des flux de migration vers l'Europe. «Sans délai, le président du Conseil européen devrait convier un sommet d'urgence des leaders européens pour formuler une réponse plus globale à la migration (...)\", dit-il sur son compte Twitter.

Pour l'instant, la proposition de l'ancien Premier ministre belge n'a pas trouvé d'écho du côté des institutions européennes. «Le temps est à l'action et plus aux paroles», a insisté une porte-parole de la Commission.

V.G.

ENTREPRENEURIAT

Les indépendants prêts à investir dans les start-ups

D'après une enquête menée par le Syndicat neutre des indépendants, trois entrepreneurs sur dix pensent investir dans de nouvelles entreprises via le système de Tax-shelter pour les start-ups. 6 entrepreneurs sur 10 sont même prêts à investir dans une entreprise débutante active dans le même secteur, même si cela augmente la concurrence.

Depuis le 1^{er} juillet, tous ceux qui achètent des actions dans une jeune entreprise récupèrent 30 ou 45% du montant investi via les impôts. Par entreprise débutante, il faut entendre une entreprise de moins de 4 ans et qui a été fondée après le 1^{er} janvier 2013, précise le SNI.

Il ressort également de l'enquête menée par le SNI qu'un tiers des indépendants coachent et aident déjà les autres indépendants. Ils le font principalement en donnant des conseils professionnels (36%), en apportant des clients (18%), en donnant des conseils financiers (17%) et en les présentant à des collègues du réseau (14%).

SANTÉ



© PHOTONEWS

45% des fumeurs qui se sont fait aider pour arrêter ont fini par lâcher leur cigarette, informe la Fondation contre le cancer. Alors que sans aide, seuls 3 à 5% y parviennent. La Fondation déplore le manque de moyens mis à disposition pour combattre le tabagisme.

NATIONALITÉ

5.470 Belges

Pas moins de 5.470 Belges ont obtenu la nationalité luxembourgeoise au cours de la période s'étendant de début 2009 à fin 2014.

Ils sont derrière les Portugais (7.020), et devant les Français (2.890), les Italiens (2.600) et les Allemands (1.470).

TERRORISME

440 Belges ont rejoint la Syrie depuis avril 2014

Au cours de l'année écoulée, la menace terroriste a augmenté en Belgique et dans huit autres pays occidentaux. La Belgique figure par ailleurs à la 12^e place des pays d'où partent le plus de candidats au djihad, avec 440 ressortissants ayant rejoint la Syrie depuis avril 2014. Notre pays se situe derrière la France (1.200) et l'Allemagne (600), mais devant les États-Unis (entre 100 et 300) et le Danemark (150). C'est ce qui ressort de la «Carte annuelle du terrorisme et de la violence politique», publiée jeudi par le conseiller en gestion de risques Aon. Avec l'Australie, le Canada, le Danemark, l'Estonie, la France, l'Allemagne, l'Irlande et la Norvège, la Belgique fait partie des neuf pays occidentaux dans lesquels la menace terroriste a augmenté en raison, dans la plupart des cas, de l'influence croissante du groupe État islamique (EI) et du danger que représentent les adhérents d'Al-Qaïda et des groupes affiliés. À l'échelle mondiale, c'est l'Irak qui pâtit le plus du terrorisme.

«LA VACANCE DU POUVOIR»

Notre photographe, Anthony Dehez, s'est introduit dans les bureaux de nos dirigeants. Ces lieux de pouvoir, délaissés en période estivale, révèlent une foule d'anecdotes sur leurs propriétaires.



Kris Peeters, vice-Premier ministre, ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs.

Rue Ducale 61, 1000 Bruxelles

■ Des accents orange

Le ministre CD & V de l'Emploi dispose d'un bureau relativement sobre avec, ça et là, — et qui s'en étonnera — une touche orange. Le tableau avec les fleurs de lys est l'œuvre de l'artiste anversois Hans Everaert.

■ «Gallery of fame»

Sur l'appui de fenêtre derrière le divan, on retrouve des photos de Aung San Suu Kyi, Jeanne Devos et Peter Piot. «Ce n'est pas une gallery of fame à proprement parler», précise Kris Peeters, mais plutôt un hommage rendu. Jeanne Devos est une religieuse flamande qui a consacré sa vie à la lutte contre le travail des enfants en Inde. Quant à Peter Piot, il a été, de 1995 à 2008, directeur d'Onusida, une agence de l'ONU spécialisée dans la lutte contre le sida. La plupart des photos datent de l'époque où il officiait en tant que ministre président flamand. Une nouvelle galerie de photos est en cours de réalisation.

